

Le 17 Janvier 2016

« Livret citoyen » : pour l'engagement ou pour des travailleur/se-s au rabais ?

Lors de ses vœux à la jeunesse, Francois Hollande nous a annoncé vouloir généraliser le service civique en passant de 70.000 personnes entre 16 et 25 ans à 350.000 pour 2018, ainsi que la volonté de créer un « livret citoyen » accompagnant les « jeunes » jusqu'à leurs 25 ans.

À Solidaires Étudiant-e-s, nous considérons que sous couvert de créer un dynamique d'engagement au sein de la jeunesse et de lui faciliter l'accès au monde du travail, le gouvernement ne va qu'accélérer la mise à mort du code du travail, ce statut ne relevant pas de ce dernier. En effet, le service civique n'est pour nous qu'une forme d'emploi précaire déguisé, une rémunération en dessous du seuil de pauvreté (entre 573,65 € et 680,03 € par mois selon les situations). De plus, si pendant le service civique nous cotisons pour nos retraites, nous ne cotisons pas pour le chômage...

Autre conséquence : celles et ceux qui passent par le service civique ne peuvent saisir les prud'hommes en cas de litiges avec leurs employeurs, ce qui arrive aussi dans le monde merveilleux des associations. Rajoutant à cela une baisse massive des subventions dans le monde associatif, et nous pouvons être sûr-e-s du résultat.

De plus nous considérons que l'idée d'un « livret citoyen » n'est qu'un lissage par le haut de l'engagement. Il permettrait le contrôle et la vérification d'un « bon engagement » décidé par le Haut commissariat à l'engagement, le nouveau nom de l'agence pour le service civique. La question se pose donc, quels engagements vont être valorisés : doit-on s'attendre à voir les jeunes qui luttent contre l'aéroport de Notre Dame des Landes, contre la baisse des budgets dans les universités impulsée par des Ministres ou contre l'état d'urgence être appuyé-e-s par une instance étatique ? Une telle mesure aura pour conséquence de museler grandement les formes d'engagement critiques de l'ordre établi.

Ainsi nous rappelons qu'étudier est déjà un travail et qu'en cela il mérite salaire, que pour viser une véritable autonomie financière nous revendiquons un salaire étudiant pour nous permettre de nous consacrer à plein temps à nos études. Et nous affirmons tout aussi fort que l'engagement ne se décrète jamais dans les salons du gouvernement mais dans les luttes, par la formation d'un esprit critique et par la création collective.